

Convention n° 27 concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau

Adoptée à Genève le 21 juin 1929²

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 27 mars 1934³

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 8 novembre 1934⁴

Entrée en vigueur pour la Suisse le 8 novembre 1935

(Etat le 2 septembre 2010)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 30 mai 1929 en sa douzième session,

après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopté, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent vingt-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929, à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail:

Art. 1

1. Tout colis ou objet pesant mille kilogrammes (une tonne métrique) ou plus de poids brut, consigné dans les limites du territoire de tout membre ratifiant la présente convention et destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra,

RO 50 1378 et RS 14 80; FF 1933 II 758

¹ Le texte anglais fait également foi.

² La convention fut adoptée dans la douzième session de la Conférence internationale du Travail et signée par le président de cette session et le Directeur général du Bureau international du Travail. Chaque Etat ne devenait partie à cette convention qu'après avoir déposé son instrument de ratification (art. 3).

Par suite de la dissolution de la Société des Nations et de l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, certaines modifications de la présente convention sont devenues nécessaires en vue d'assurer l'exercice des fonctions de chancellerie qui étaient confiées précédemment au secrétaire général de la Société des Nations. On a tenu compte dans le présent texte de ces modifications apportées par la conv. du 9 oct. 1946 (RS 0.822.719.0).

³ RO 50 1377

⁴ Conformément à l'AF d'approbation, le Conseil fédéral a déposé l'instrument de ratification seulement après l'entrée en vigueur de la LF du 28 mars 1934 concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau (RS 8, 381).

avant d'être embarqué, porter l'indication de son poids, marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

2. La législation nationale pourra, dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, autoriser l'indication du poids approximatif.⁵
3. L'obligation de vieller à l'observation de cette disposition n'incombera qu'au gouvernement du pays d'où le colis ou objet est expédié, à l'exclusion du gouvernement de tout autre pays que ce colis pourra traverser pour arriver à destination.
4. Il appartiendra aux législations nationales de décider si l'obligation de marquer le poids de la manière ci-dessus indiquée doit incomber à l'expéditeur ou à quelqu'un d'autre.⁶

Art. 2

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions établies par la Constitution de l'Organisation internationale du Travail seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 3

1. La présente convention ne liera que les membres de l'Organisation internationale du Travail, dont la ratification aura été enregistrée au Bureau international du Travail.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 4

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Bureau international du Travail, le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'organisation.

Art. 5

1. Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du

⁵ Voir la LF du 28 mars 1934 concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau (RS **832.311.18**).

⁶ Voir la LF du 28 mars 1934 concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau (RS **832.311.18**).

Travail, et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Bureau international du Travail.

2. Tout membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Art. 6⁷

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Art. 7

1. Au cas où la Conférence internationale adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plain droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai nonobstant l'art. 5 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur.
2. A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des membres.
3. La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant revision.

Art. 8

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

(suivent les signatures)

⁷ Nouvelle teneur selon l'art. 1 de la conv. n° 116 du 26 juin 1961, approuvé par l'Ass. féd. le 2 oct. 1962 (RO 1962 1404 1403; FF 1962 I 1412).

Champ d'application le 2 septembre 2010⁸

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|-----------------------|--|--------|-------------------|------|
| Afrique du Sud* | 21 février | 1933 | 21 février | 1934 |
| Allemagne* | 5 juillet | 1933 | 5 juillet | 1934 |
| Angola | 4 juin | 1976 S | 4 juin | 1976 |
| Argentine | 14 mars | 1950 | 14 mars | 1951 |
| Australie* | 9 mars | 1931 | 9 mars | 1932 |
| Ile Norfolk | 19 septembre | 1931 | 9 mars | 1932 |
| Autriche | 16 août | 1935 | 16 août | 1936 |
| Azerbaïdjan | 19 mai | 1992 S | 19 mai | 1992 |
| Bangladesh | 22 juin | 1972 S | 22 juin | 1972 |
| Bélarus | 11 mars | 1970 | 11 mars | 1971 |
| Belgique* | 6 juin | 1934 | 6 juin | 1935 |
| Bosnie et Herzégovine | 2 juin | 1993 S | 2 juin | 1993 |
| Bulgarie | 4 juin | 1935 | 4 juin | 1936 |
| Burundi | 11 mars | 1963 S | 11 mars | 1963 |
| Canada | 30 juin | 1938 | 30 juin | 1939 |
| Chili | 31 mai | 1933 | 31 mai | 1934 |
| Chine | 24 juin | 1931 | 24 juin | 1932 |
| Congo (Kinshasa) | 20 septembre | 1960 S | 20 septembre | 1960 |
| Croatie | 8 octobre | 1991 S | 8 octobre | 1991 |
| Cuba | 7 septembre | 1954 | 7 septembre | 1955 |
| Danemark* | 18 janvier | 1933 | 18 janvier | 1934 |
| Espagne | 29 août | 1932 | 29 août | 1933 |
| Estonie | 18 janvier | 1932 | 18 janvier | 1933 |
| Finlande | 8 août | 1932 | 8 août | 1933 |
| France | 29 juillet | 1935 | 29 juillet | 1936 |
| Guadeloupe | 27 novembre | 1974 | 27 novembre | 1974 |
| Guyana (française) | 27 novembre | 1974 | 27 novembre | 1974 |
| Martinique | 27 novembre | 1974 | 27 novembre | 1974 |
| Réunion | 27 novembre | 1974 | 27 novembre | 1974 |
| Grèce | 30 mai | 1936 | 30 mai | 1937 |
| Guinée-Bissau | 21 février | 1977 S | 21 février | 1977 |
| Honduras | 9 juin | 1980 | 9 juin | 1981 |
| Hongrie | 6 décembre | 1937 | 6 décembre | 1938 |
| Inde | 7 septembre | 1931 | 7 septembre | 1932 |
| Indonésie | 12 juin | 1950 S | 12 juin | 1950 |
| Iraq | 21 novembre | 1966 | 21 novembre | 1967 |
| Irlande | 5 juillet | 1930 | 9 mars | 1932 |
| Italie | 18 juillet | 1933 | 18 juillet | 1934 |
| Japon | 16 mars | 1931 | 16 mars | 1932 |

⁸ RO 1973 1649, 1975 2491, 1982 1827, 1983 264, 2004 1253 et 2010 4941.
Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE
(www.dfae.admin.ch/traites).

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---------------------------|--|--------|-------------------------|------|
| Kenya | 9 février | 1971 | 9 février | 1972 |
| Kirghizistan | 31 mars | 1992 S | 31 mars | 1992 |
| Lituanie | 28 septembre | 1934 | 28 septembre | 1935 |
| Luxembourg | 1 ^{er} avril | 1931 | 1 ^{er} avril | 1932 |
| Macédoine | 17 novembre | 1991 S | 17 novembre | 1991 |
| Maroc | 20 septembre | 1956 | 20 septembre | 1957 |
| Mexique | 12 mai | 1934 | 12 mai | 1935 |
| Monténégro | 3 juin | 2006 S | 3 juin | 2006 |
| Myanmar | 18 mai | 1948 S | 18 mai | 1948 |
| Nauru | 5 septembre | 1968 S | 5 septembre | 1968 |
| Nicaragua | 12 avril | 1934 | 12 avril | 1935 |
| Norvège | 1 ^{er} juillet | 1932 | 1 ^{er} juillet | 1933 |
| Pakistan | 31 octobre | 1947 S | 31 octobre | 1947 |
| Panama | 19 juin | 1970 | 19 juin | 1971 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1 ^{er} mai | 1976 S | 1 ^{er} mai | 1976 |
| Pays-Bas | 4 janvier | 1933 | 4 janvier | 1934 |
| Pérou | 4 avril | 1962 | 4 avril | 1963 |
| Pologne | 18 juin | 1932 | 18 juin | 1933 |
| Portugal* | 1 ^{er} mars | 1932 | 1 ^{er} mars | 1933 |
| République tchèque | 1 ^{er} janvier | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Roumanie | 7 décembre | 1932 | 7 décembre | 1933 |
| Russie | 4 novembre | 1969 | 4 novembre | 1970 |
| Serbie | 22 avril | 1933 | 22 avril | 1934 |
| Slovaquie | 1 ^{er} janvier | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Slovénie | 29 mai | 1992 S | 29 mai | 1992 |
| Suède | 11 avril | 1932 | 11 avril | 1933 |
| Suisse | 8 novembre | 1934 | 8 novembre | 1935 |
| Suriname | 15 juin | 1976 S | 15 juin | 1976 |
| Tadjikistan | 26 novembre | 1993 S | 26 novembre | 1993 |
| Ukraine | 17 juin | 1970 | 17 juin | 1971 |
| Uruguay | 6 juin | 1933 | 6 juin | 1934 |
| Venezuela | 17 décembre | 1932 | 17 décembre | 1933 |
| Vietnam | 3 octobre | 1994 | 3 octobre | 1995 |

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet de l'Organisation internationale du travail:

www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

